



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

### **DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE ANNIVERSAIRE DE LA DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO (DMK) DU 30 DÉCEMBRE 2024**

#### **PROJECTION 2025 : SOUVERAINETE INTEGRALE DU TOGO (SITO) ET SECURITE STRATEGIQUE**

*L'essence de la gouvernance éthique, c'est de prendre soin de la vie dans son ensemble.*

**Mesdames, Messieurs les Journalistes,**

**Braves militant.e.s, sympathisant.e.s de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK),**

**Chers compagnons de lutte souverainistes de l'opposition togolaise,**

**Vaillant.e.s Patriotes et Combattant.e.s de la Liberté de tous horizons,**

**Cher.e.s Panafricanistes et Ami.e.s du Togo,**

**Valeureuses populations togolaises désabusées et abandonnées,**

**Cher.e.s invité.e.s,**

**Mesdames, Messieurs,**

Placée sous le thème « Projection 2025 : Souveraineté Intégrale du Togo (SITO) et Sécurité Stratégique », la conférence de presse anniversaire des cinq années d'âpre lutte souverainiste de la DMK au service de l'intérêt supérieur du Souverain Peuple togolais de ce lundi 30 décembre 2024, est inédite.

28 décembre 2019 – 28 décembre 2024, il y a cinq ans de cela que la DMK a été portée sur les fonts baptismaux à Bruxelles par la volonté résolue des Patriotes de tous horizons rassemblés autour du Patriarche de la Nation et Père de l'Alternance, SE Monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro.

Permettez-nous avant toute chose d'observer une minute de concorde et de recueillement en mémoire de tous les martyrs qui ont jalonné la marche tumultueuse vers la libération nationale du Togo spécialement les deux premiers responsables de la DMK, le Patriarche de la Nation et Père de l'Alternance, SE Monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro, et le



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

Président légitime et Père de la Souveraineté intégrale du Togo (SITO), SE Dr Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo, tombés assassinés en exil sur le champ d'honneur respectivement le 04 janvier 2024 à Stockholm en Suède et le 03 mars 2024 à Tema au Ghana.

**Mesdames, Messieurs,**

« *Essayer, c'est réussir. Il n'y a pas d'échec* » relèvent les Maîtres !

Nous sommes à l'heure du bilan des cinq années de lutte hardie avec les perspectives pour la nouvelle année 2025 qui s'annonce à grands pas. Ainsi cette conférence de presse anniversaire inédite est au carrefour de grands enjeux et de grands défis à relever absolument pour l'ensemble de la nation togolaise.

22 février 2020 - 22 février 2025, bientôt 05 ans que le Souverain Peuple togolais s'est une fois encore levé comme un seul homme au son de la trompette de Monseigneur Kpodzro pour enclencher la révolution électorale et pacifique qui a porté de façon écrasante à la magistrature suprême, le candidat de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) et candidat des pauvres, SE Dr Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo; conférant ainsi la légitimité et la Souveraineté à la DMK.

La date du 22 février 2020 avec la judiciarisation du contentieux post électoral constitue incontestablement un lieu et un tournant majeur dans notre histoire politique nationale pour véritablement enraciner la dynamique de notre âpre lutte collective et plurielle de libération nationale, en cela elle a un sens symbolique important, et porteur d'ancrage pour l'avenir de la Terre de nos Aïeux.

Partant de ce repère, notre communication va s'articuler autour de quatre points :

- Les conséquences de la gouvernance économique et sociale actuelle du Togo
- L'exacerbation de la grave crise politique togolaise depuis le 22 février 2020



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

- La Sécurité Stratégique du Togo à la lumière des tensions géopolitiques et géoéconomiques mondiales actuelles
- La projection 2025 avec les propositions de sortie de crise de la DMK.

### **1. Les conséquences de la gouvernance économique actuelle du Togo**

Classé en 2024 106ème pays sur 142 dans le monde en matière de corruption selon Transparency International, la gouvernance kakistrocratique incarnée par la dictature militaro-clanique néocolonialiste multi décennale des Gnassingbé se caractérise par une prédation féroce des richesses nationales dont une bonne partie (or, diamant, pétrole, terres rares notamment) n'est pas comptabilisée au Trésor public, transformant le Togo en une plateforme de la haute criminalité internationale, qui spolie les Togolais de leur avoir et droit naturel de naissance, les privant de leur félicité par droit de naissance, ne leur offrant aucune perspective d'avenir, et les condamnant à l'enfer de la misère et des souffrances dans un quotidien de cherté insoutenable de la vie.

La période des fêtes de fin d'année spécialement de Noël où les familles se réunissent, où les amitiés se ravivent et où l'esprit de générosité s'épanouit est celle qui a été choisie le 24 décembre 2024 par les prédateurs coalisés pour une fois de plus maquiller avec cynisme leur prédation ignominieuse des ressources nationales sous des oripeaux de générosité que constitue la prime exceptionnelle de 60.000 FCFA accordée aux fonctionnaires, aux personnels de l'enseignement confessionnel et aux pensionnés de la Caisse de retraites du Togo d'un montant de 7,85 milliards FCFA soit près de 20% (1/5 ème) du montant annuel dont tous les travailleurs togolais sont spoliés chaque année à travers les prélèvements de l'Assurance Maladie Universelle (AMU).

Il est important de relever que depuis le 01er janvier 2024, l'AMU spolie de 120% de leur salaire annuel soit plus d'un mois complet de salaire tous les travailleurs togolais affiliés aux caisses sociales. Ce qui voudrait dire que le travailleur togolais travaille 12 mois mais reçoit véritablement le salaire de moins de 11 mois.



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

Sur la base du SMIG qui est de 52.500 FCFA depuis le 01er janvier 2023, dans la réalité difficilement applicable, nous pouvons constater ce que représente véritablement pour le travailleur togolais de base en terme de préjudice de l'AMU (10% de prélèvement sur le salaire de base soit  $5.250 \times 12 = 63.000$ ) la fameuse prime exceptionnelle de fin d'année qui n'est en réalité que la réparation d'un préjudice annuel par escroquerie de 120% des fruits de son dur labeur. Quel cynisme et mépris pour la vie des Togolais dont le bien être importe peu le gang des consigliere togolais ?

Faut-il rappeler que la masse salariale du secteur public en 2024 est estimée à 321 milliards FCFA contre une masse salariale du secteur privé en fin d'année 2023 de 64.315 milliards FCFA selon l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) soit une masse salariale totale de 385.315 milliards FCFA. Force est de constater que la spoliation dont été victimes les travailleurs togolais avec les prélèvements de l'AMU cette année 2024 est de 38.531,5 milliards FCFA, soit 4,90 fois l'enveloppe globale de 7,85 milliards FCFA de la fameuse prime exceptionnelle de fin d'année.

Preuve est ainsi faite du drôle de renforcement du pouvoir d'achat des ménages, de promotion de la solidarité nationale et de vision plus large de construction d'un Togo résilient et inclusif que constitue cette manœuvre reptilienne des consigliere du RPT-UNIR et de leur chef de gang !

Que dire de la gestion sur dix ans de l'enveloppe financière de 109.593.000.000.000 FCFA de la FNFI dont le crédit accordé aux populations ne se chiffre qu'à un peu plus de 1,8 milliard FCFA ? L'exemple par excellence de la prédation ignominieuse dont est victime notre pays aux dépens de son développement harmonieux et sa Sécurité stratégique.

Nonobstant les nombreuses ressources naturelles exportées par notre pays comme l'attestent des données consolidées de diverses institutions sérieuses (ARISE, BAD, Banque mondiale), le PIB du Togo pour 2024 est de 9,66 milliards \$ US soit 6077 milliards



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

FCFA, le plus bas de l'espace CEDEAO. Malgré l'ampleur du terrorisme dans les pays du Sahel (Confédération des Etats du Sahel, CES), le PIB du Burkina Faso est de 20.320 milliards \$ US, celui du Niger de 16.830 milliards \$ US, et celui du Mali, de 20900 milliards \$ US. Et pourtant l'économie de ces pays est tributaire du Port autonome de Lomé (PAL), le 4eme port de conteneurs d'Afrique et le 1er en Afrique de l'Ouest subsaharienne, ce qui laisse transparaître clairement un grave problème de gouvernance économique dans notre pays.

Notre économie locale est aux mains des étrangers, ce qui prive notre pays de ressources à même de renforcer le développement endogène car transférées à juste titre dans leur pays d'origine par les entrepreneurs étrangers. A cela s'ajoutent les taxes toujours croissantes de l'OTR dont celles prévues sur les transactions numériques en 2025 pour augmenter les recettes domestiques afin de réduire le déficit budgétaire. Tout ceci exacerbe la spoliation des populations toujours plus pauvres au fil des années.

Les finances publiques sont actuellement critiques avec un déficit budgétaire élevé à 6,6% du PIB en 2023 d'où la spoliation cynique des populations à travers les manœuvres sordides d'augmentation des recettes domestiques alors que nombre de recettes importantes liées à l'exportation de nos ressources naturelles ne sont pas enregistrées au niveau de la comptabilité publique nationale. Contrairement aux prévisions du 17 décembre 2024 du FMI qui estiment la dette publique du Togo à 68,8% du PIB (3.707,8 Mds FCFA fin 2023), elle est d'un montant global de 5584 milliards FCFA en 2024 soit 91,88% du PIB 2024 projeté à 9,66 milliards \$ US soit 6077 milliards FCFA selon les données consolidées publiées par l'Observatoire de la Gestion des Finances Publiques (OGFIP-TOGO).

L'adoption par l'Assemblée nationale togolaise le 27 décembre 2024 de la loi de finances 2025 d'un budget total de 2.396,59 milliards FCFA est une imposture de plus et une caution de l'ignominieuse prédation et gestion kakistocratique du pays en raison du manque de transparence dans les recettes publiques et de la volonté délibérée de spolier les internationales. Sinon comment peut - on comprendre les taxes sur les



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

Populations fort déjà paupérisées avec des impositions injustifiées au regard des ressources nationales exportées. La misère indicible des Togolais durant cette année 2024 est plus qu'ambiante devant le regard impassible, coupable, complice et méprisant des ennemis de la République qui ont fait le serment de punir le Souverain Peuple togolais pour avoir fait du 22 février 2020 le référendum de la Souveraineté Intégrale du Togo (SITO) refusant que le Togo soit la plaque tournante par excellence de la prédation ignominieuse de nos ressources et de la haute criminalité forage, les papiers d'autorisation des jeunes délaissés et qui veulent se chercher en conducteur de taxi moto ? Sinon comment comprendre les contraintes imposées aux détenteurs de wifi zone vu la difficulté des citoyens à s'offrir un repas par jour ? Quid de l'AMU et des taxes sur les transactions numériques de la loi de finances 2025 ?

### **2. L'exacerbation de la grave crise politique togolaise depuis le 22 février 2020**

En lieu et place de l'exécution de l'arrêt No ECW/CCJ/JUD/11/2022 du 24 mars 2022 de la Cour de Justice de la CEDEAO condamnant triplement le Togo et subséquemment Faure Gnassingbé qui a tenté de suborner le Président démocratiquement élu après son énième coup de force qui a bousculé le code électoral, l'agenda de la CENI et violé la sacralité des votes des populations togolaises, dans un souci de décrispation de la tension politique dans le pays en vue d'un véritable dialogue national devant conduire à une transition inclusive afin de pacifier le Togo et refonder une République Ethique, les consigliere du RPT-UNIR et leur chef de gang ont choisi le coup de force permanent.

C'est ainsi qu'après l'assassinat du Président légitime du Togo, SE Dr Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo le 03 mars 2024 à Tema au Ghana, deux mois après celui du Patriarche de la Nation et Père de l'Alternance, SE Monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro, des manœuvres sont entreprises en vue de l'extinction de la procédure pénale initiée le 02 novembre 2023 auprès du parquet du Tribunal de Première Instance de Nanterre en France sous la référence N° 2331200025. Parallèlement, Faure Gnassingbé a opéré un coup d'État constitutionnel pour s'éterniser au pouvoir en violation des dispositions de la Constitution



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

togolaise (articles 52, 59 et 144) et des instruments internationaux contractés par le Togo (articles 1 et 2 des Sections I et II du Protocole A/SP1/12/01 de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au Protocole relatif au mécanisme de prévention, de règlement et de gestion des conflits ; article 23 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de l'Union Africaine).

Depuis le 06 mai 2024, deux constitutions sont en vigueur au Togo devenu une atypie planétaire avec un régime hermaphrodite présidentiel et parlementaire contrairement au narratif d'une pseudo transition constitutionnelle au forceps avec la restriction accrue des libertés publiques comme l'attestent les dernières interdictions du meeting d'Adétikopé du 15 décembre 2024 de la DMK, de la conférence de presse de Brother Homé du 18 décembre 2024 du Front « Touche pas à ma Constitution », et des activités sociales des 23 et 24 décembre 2024 à Adidogomé Soviépe du Mouvement Nubueké.

Ainsi depuis le 22 février 2020, le Togo connaît un sextuple coup d'Etat électoral, militaire, judiciaire, médiatique, diplomatique et constitutionnel qui a exacerbé la grave crise politique que connaît le pays depuis l'effraction de Faure Gnassingbé à sa tête dans un lac de sang de plus de 1.000 Togolais massacrés selon la LTDH, et réduit à 500 dans le rapport Doudou Diène de l'ONU.

Le déni de l'impasse politique actuelle ne saurait perdurer vu la désolidarisation des forces participationnistes de l'opposition vis à vis de la dictature militaro-clanique néocolonialiste multi décennale qui poursuit son forcing permanent après la mémorable déculottée du 29 avril 2024 où la DMK a été de nouveau suivie de façon écrasante par le Souverain Peuple togolais.

Le report au 15 février 2025 des prétendues élections sénatoriales annoncées sur fond de divergences entre les prédateurs coalisés et leurs alliés au sein du Cadre Politique de



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

Concertation (CPC) mis en place pour une légitimation désespérée d'un pouvoir sataniste et déshumanisant rejeté de toutes parts, indique que les vellétés électoralistes et de contrôle totalitaire du pouvoir ne sauraient encore perdurer.

Les dispositions de l'article 150 de la Constitution du 14 octobre 1992 confèrent la responsabilité républicaine à toutes les forces républicaines de faire échec au renversement de l'ordre constitutionnel, et plus que jamais il urge que soit mis en place dans les meilleurs délais un large Front de Libération nationale pour sauver le Togo en 2025.

La Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) a fait connaître à l'opinion nationale et internationale qu'elle n'est pas que composée de politiciens ou politiciennes mais également des Hommes et Femmes d'État qui pensent aux générations présentes et à venir, se préoccupent quotidiennement de leur sort. Ils mènent donc la lutte pour les préserver des tortures, des assassinats crapuleux, des crimes odieux, de la souffrance et de la misère qui ne doivent plus continuer sur la Terre de nos Aïeux. C'est ici le lieu pour nous de faire mémoire de James Freeman Clarke, je cite : « la différence entre le politicien et l'homme d'État est la suivante : le premier pense à la prochaine élection et le second à la prochaine génération », fin de citation.

La Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) n'est pas là pour accompagner un régime illégitime insensible à la souffrance humaine et à la sacralité de la vie, devant lequel les marchés sont incendiés de façon récurrente à l'instar de celui d'Amou Oblo le samedi 28 décembre 2024.

Quid de la situation des droits de l'Homme de plus en plus bafoués au Togo depuis les manifestations populaires du 19 août 2017 avec des milliers d'exilés politiques, des centaines de détenus arbitraires dont une centaine de détenus politiques au rang desquels figurent SE Jean-Paul Omolou, Aziz Goma (tous deux très malades), la veuve de feu Bertin Agba entre autres ?



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

C'est le lieu de rappeler que la suspension le 19 décembre 2024 du Togo du programme américain Millennium Challenge Corporation (MCC) est en lien direct avec le coup d'Etat constitutionnel et la restriction des libertés fondamentales.

La Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) en prend acte, et relève que la nouvelle administration Trump devrait aller plus loin en aidant à la fin de la plus vile dictature sur Terre au Togo vu qu'en 2020, sa précédente administration n'avait pas reconnu la victoire apocryphe de l'invétééré putschiste et chef du gang des consigliere du RPT-UNIR.

La DMK ne s'inscrit pas dans une tradition électorale bancale et folklorique qui consiste à s'amuser avec la vie et la destinée de tout un peuple. Raison pour laquelle la DMK demande solennellement au Souverain Peuple Togolais d'intensifier les actions de tous ordres afin de mettre définitivement un terme au gang des consigliere RPT-UNIR en vue de la mise en place d'une transition politique inclusive dans un bref délai.

### **3. La Sécurité Stratégique du Togo à la lumière des tensions géopolitiques et géoéconomiques mondiales actuelles**

Les bouleversements planétaires épiques actuels laissent transparaître une révolution astronomique sans précédent sur Terre avec le télescopage d'importants enjeux géopolitiques et géoéconomiques sous tous les cieux avec de graves menaces à la Souveraineté des Peuples.

C'est dans ce contexte que nous assistons à l'effondrement du droit international avec l'impuissance de l'ONU puis des organisations continentales et régionales à résoudre les crises actuelles qui affectent un peu partout la sécurité stratégique des Etats.

De la guerre russo-otanienne à l'embrasement programmé du Moyen-Orient avec la transplantation sur le continent africain de la guerre hybride internationale notamment dans le Sahel, dans la région des Grands Lacs, au Tchad, au Soudan, la nécessité d'une nouvelle gouvernance mondiale véritablement soucieuse et respectueuse de l'égalité souveraine des Nations telle qu'énoncée par l'article 2 alinéa 1 de la Charte de l'ONU s'impose.

Adresse: Ringstrasse 20 3363 Niederönz Suisse Tel: +41 78 778 15 73 E-Mail [info@d-m-k.org](mailto:info@d-m-k.org)



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

L'environnement géopolitique mondial actuel volatile laisse transparaître une prochaine désintégration de la CEDEAO aujourd'hui clairement délaissée par les trois pays de la Confédération des Etats du Sahel qui ont d'importants intérêts économiques avec le Togo à travers le trafic portuaire. Les conséquences fâcheuses d'une telle désintégration et d'un éventuel embrasement sur les théâtres de guerre cinétique directe ou hybride vont indubitablement affecter le quotidien de nos populations qui doivent être préparées à des jours éprouvants en 2025.

Des dispositions appropriées doivent être envisagées pour mieux accompagner les populations les plus vulnérables d'où l'importance d'une gouvernance éthique soucieuse de l'intérêt supérieur de toutes les filles et de tous les fils du Togo tout entier.

Le gang des consigliere du RPT\_UNIR ne peut aucunement relever le défi devant nous car n'en a pas la légitimité encore moins les compétences au regard de son passif, d'où l'impérieuse nécessité que le Togo recouvre rapidement sa Souveraineté Intégrale, gage véritable d'un développement harmonieux et d'une bonne Sécurité Stratégique.

### **4. La projection 2025 avec les propositions de sortie de crise de la DMK**

L'enjeu de la lutte pour la Souveraineté intégrale du Togo (SITO) est avant tout le Développement minimum humain (DMH) qui doit garantir aux populations togolaises actuellement clochardisées les Biens essentiels politiques (BEP), économiques (BEE), sociaux (BES) et culturels (BEC).

Pour la DMK, l'effectivité de l'Alternance au sommet de l'Etat togolais avec le changement de régime demeure la condition sine qua non pour une juste redistribution des ressources du pays entre toutes les filles et tous les fils du Togo tout entier.

La restriction fort préoccupante des droits constitutionnels grevée du refus d'un véritable dialogue constructif pour ramener la confiance dans le pays n'augure guère de lendemains



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

sereins tant pour les prédateurs coalisés que le Souverain Peuple togolais qui se doit de déterrer sa volonté et vaincre ses peurs et la force d'inertie qu'elles entretiennent afin de mener l'ultime charge de la Libération nationale de la Terre de nos Aïeux.

L'idéal serait la démission dans la dignité de l'usurpateur dans un souci de préservation de la paix sociale, à défaut la probabilité d'une chute prochaine de la dictature militaro clanique néocolonialiste et multi décennale est élevée en raison des énergies cosmiques et des contingences politiques de l'heure.

Dans tous les cas, les perspectives pour l'année 2025 sont belles et les énergies cosmiques qui les portent sont déjà en place pour le Grand Rendez-vous planétaire du Rainbow Bridge.

Avec la chute de la dictature militaro-clanique néocolonialiste multi décennale des Gnassingbé, s'imposeront la dissolution de toutes les institutions illégitimes et illégales, une amnistie générale pour tous les exilés politiques, la libération de tous les détenus arbitraires dont SE Jean-Paul Omolou, Aziz Goma , la veuve de Bertin Agba entre autres, la formation d'un Gouvernement devant conduire la transition inclusive souhaitée par tous les Togolais, la prise de mesures d'urgence en vue d'un véritable allègement du panier de la ménagère, l'adoption d'un collectif budgétaire sur la base des recettes des ressources exportées non déclarées à la comptabilité nationale (or, diamant, pétrole, terres rares notamment), la mise en place d'un Fonds national de solidarité (FNS) pour financer des programmes nationaux d'eau potable pour tous et de soins de santé pour tous, de banques alimentaires sur toute l'étendue du territoire national et d'entrepreneuriat à la base des femmes et des jeunes.

L'organisation des Assises nationales de la Refondation Éthique de la République (ANRER), la mise en place d'une Constituante, l'audit général de l'État togolais, l'adoption du Plan Stratégique de Refondation Éthique de la République (PSRER), un moratoire sur le paiement de la dette extérieure à réévaluer constituent entre autres les chantiers prioritaires devant le Gouvernement légitime du Togo en exil qui est dépositaire de la légitimité et de la Souveraineté conférée le 22 février 2020 par le Souverain Peuple togolais.



## ***DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO***

Nul doute que dans son adresse à la Nation du 31 décembre 2024, le Président du Conseil d'Etat du Gouvernement légitime du Togo, SE Dr Edem Atsou Kwasi, conscient des enjeux devant nous, saura répondre au plus près aux attentes du Souverain Peuple togolais désespéré et en quête d'une véritable politique sociale consacrant la sacralité de la vie humaine, et mue par une gouvernance vertueuse et éthique de la Terre de nos Aïeux.

Mettons notre force au service du changement, de la clarté et de la co création de structures nouvelles.

Ensemble, nous incarnons une manne de talents à mettre au service du Changement, du Nouveau, du Beau et surtout de la Terre de nos Aïeux qui nous invite à l'ensemencer des touches d'Amour, de Lumière Pure, de Paix et de Joie !

Radiieuse année 2025 à toutes les filles et à tous les fils du Togo tout entier, à l'Afrique et ses Îles, à l'Humanité tout entière !

Vive la DMK, Phare de vérité et de la Souveraineté Intégrale du Togo (SITO) !

Que Dieu bénisse le Togo et chacun de ses enfants, l'Afrique et ses Îles, et tous les Peuples sur Terre de même que la Création tout entière !

Je vous remercie !